Extrait du Démocratie & Socialisme

http://www.democratie-socialisme.org

Le Plan Darcos :

Quand l'éducation publique devient une entreprise

- Offensive socialiste -

Date de mise en ligne : dimanche 21 décembre 2008

Démocratie & Socialisme

En effet, Monsieur Darcos peut continuer à rassurer les citoyens sur le bien fondé de son plan. Mais, sans l'avouer, l'objectif de ses réformes concourent avec celles qui sont menées depuis deux décennies. Il s'agit d'aligner le système éducatif français sur le modèle néolibéral imposé par l'OCDE : décentralisation, mise en concurrence des établissements, évaluation internationale des résultats, ce sont des mesures qui visent à détruire l'école publique, républicaine et laïque dans le but de libéraliser le marché de l'enseignement.

Ces mesures s'appliquent d'abord à réduire drastiquement les postes d'enseignants. Ils se combinent avec un dégraissage des heures d'enseignements, c'est déjà le cas dans l'école primaire avec la suppression des cours de samedi, cela conformément à la logique comptable qui prévaut dans les entreprises. Il faut savoir qu'entre 2002 et 2012, 140 000 postes auront disparu de l'Education Nationale, dont 35 000 entre 2007 et 2009.

Ainsi, la réforme du lycée général et technique implique d'ores et déjà une diminution du volume horaire en classe de seconde (975 heures au lieu de 1100), s'ensuivant de l'aggravation par la mise en place de la semestrialisation et la modularisation de l'enseignement. Sous couvert de donner aux élèves la liberté de construire leur propre parcours, le gouvernement organise la mise en concurrence des disciplines et transforme le lycée en un vaste marché où les matières ne devront leur survie qu'aux succès qu'elles auront.

Ça sera le cas, si nous les laissons faire, avec l'enseignement des Sciences Economiques et Sociales. Ainsi, un élève souhaitant se réorienter à l'issue du premier semestre ne pourra pas faire le moduel 1 de SES qui ne sera pas offert au second semestre. Mais un élève n'ayant pas suivi le module 1 pourra suivre le module 2. La part des SES déjà limitée se trouve donc encore réduite. Quant à la cohérence pédagogique elle pourrait donner à sourire : le module 2 ne suit pas le module 1. La suppression du BEP et la réduction du Bac de 4 à 3 ans. Il s'agit moins de garantir aux élèves les conditions d'une instruction solide que de « gérer les flux » à moindre coût.

Par ailleurs, l'Université n'échappe pas à cette logique comptable dont est soumise l'Education Nationale. En effet, en touchant aux concours de recrutement des profs, la « mastérisation » des concours des enseignants va permettre de faire des économie de postes supplémentaires. Ce n'est pas une élévation des qualifications, comme l'affirme le gouvernement, mais bien une baisse du niveau des futurs profs.

Quand 150 000 jeunes sortent sans diplôme ni qualification du système éducatif, quand 2 apprentis sur 3 ne vont pas au terme de leur formation, quand 100 de nos jeunes, en 2008, meurent dans les prisons bâties par ce gouvernement. Rien, absolument rien, ne peut justifier la destruction de notre école publique, républicaine et laïque.

Pourtant, ils ont de l'argent pour renflouer les comptes des banquiers banqueroutiers, des promoteurs, des boursicoteurs, des fauteurs de crises spéculateurs. Mais ils nous font un doigt d'honneur, pour nos écoles, nos hôpitaux, nos salariés, nos jeunes, nos services publics, notre protection sociale. Salariés, jeunes, services publics, ce n'est pas à nous de payer la facture.

Face à un gouvernement autiste et insultant la mobilisation s'impose en défense du service public de l'Education nationale et son financement à 100 % public.

Tunjai Cigli, Animateur Fédéral du MJS 64

Copyright © Démocratie & Socialisme